

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

y a six ans. La situation des Canadiens ou des Chiliens va-t-elle s'en trouver améliorée? C'est absurde, sauf pour une toute petite minorité de privilégiés.

● (1540)

La situation est on ne peut plus évidente au Guatemala, monsieur le Président. Une délégation de trois parlementaires canadiens de tous les partis s'est rendue dans ce pays la semaine dernière à titre d'observateur auprès du Parlement d'Amérique latine qui a siégé dans la ville de Guatemala jeudi, vendredi et samedi. J'ai eu l'honneur de représenter notre parti. J'y étais également à titre de représentant du comité de l'emploi, du travail et de l'immigration. J'en ai appris un peu plus au sujet des événements survenus au Guatemala.

Quatre-vingt-dix pour cent des exploitations agricoles ont une superficie de moins d'un hectare, ce qui ne suffit pas à faire vivre une famille. Quatre-vingt pour cent des enfants sont mal nourris. J'ai déjà vu des champs situés sur des collines du Honduras, dont la pente est de 45 degrés. Je me suis demandé comment les agriculteurs se débrouillaient. Au Guatemala, j'ai vu des exploitations agricoles sur des pentes allant jusqu'à 60 degrés, je le jure, même si je n'avais pas de rapporteur avec moi. Un journaliste m'a raconté qu'il arrive parfois qu'un agriculteur tombe de son champ ou s'attache à un arbre pour pouvoir y travailler. Ces agriculteurs ont été repoussés vers les collines par les grands propriétaires terriens qui ont pris par la force les plaines fertiles—non seulement à l'époque de la colonisation espagnole, mais également à l'époque contemporaine. Ils ont repoussé les *Campechinos* et les Indiens vers les collines, où il leur est impossible de gagner leur vie.

Ces propriétaires terriens sont soutenus par leurs frères, cousins et neveux qui sont généraux dans l'armée et font disparaître les gens à leur gré. La situation au Guatemala est scandaleuse et risque de persister. Lorsqu'on m'a appris que le président du Guatemala, élu librement, dort tous les soirs dans une maison différente sous la protection de 20 gardes du corps, je me suis demandé jusqu'où va la démocratie dans ce pays.

Les propriétaires terriens et les militaires sont soutenus par les banques étrangères qui ont désormais le Guatemala à leur merci étant donné l'importance de sa dette extérieure, ainsi que par l'industrie américaine des armements et l'aide américaine à l'armée guatémaltèque, laquelle n'est pas intervenue depuis 32 ans pour défendre le Guatemala contre une intervention étrangère, mais sert uniquement à supprimer les paysans et les Indiens affamés.

**Mme Mailly:** Cela n'a rien à voir avec le projet de loi à l'étude.

**M. Heap:** Je suis allé dans ce pays, monsieur le Président, et j'ai vu les champs. J'ai lu les rapports de notre ministère des Affaires extérieures et de bien d'autres sources. La députée d'en face peut bien ricaner, mais je dis la vérité. Je la défie de faire des recherches et de nous prouver le contraire. Tout cela se solde par des escadrilles de la mort, des disparitions et le danger croissant qu'une guerre internationale éclate en Amérique centrale. Si c'est le cas, elle ne se limitera pas à cette région.

Vu la situation, je demande que nous examinions ce qu'il est possible de faire lorsque les riches peuvent conduire un pays à

sa perte afin que nous arrêtons avant d'aller plus loin dans cette voie.

Je demande que nous respections le principe que défendent de plus en plus de chefs de l'Église chrétienne et des autres religions du monde, mais dans notre pays, il s'agit surtout de l'Église chrétienne, à savoir qu'il faut accorder la préférence aux pauvres. Au lieu de chercher à enrichir les sociétés et d'accorder des avantages fiscaux pour attirer les capitaux étrangers pendant que le capital produit au Canada est expédié à coup de milliards à New York ou à je ne sais quel pays, au lieu de faire des courbettes devant les riches, nous devrions orienter nos programmes de façon à nourrir les affamés, à vêtir ceux qui n'ont pas de vêtements, à loger ceux qui n'ont pas un logement décent correspondant à nos normes minimums, à améliorer le système d'éducation au lieu de l'affamer comme c'est le cas actuellement, à améliorer les soins médicaux au lieu de créer une véritable crise comme on l'a fait en Ontario.

Nous devrions également permettre aux travailleurs de dire ce qu'ils pensent des décisions qui les touchent. Par travailleurs, j'entends tous ceux qui gagnent leur vie par leur travail au lieu de vivre exclusivement du travail de quelqu'un d'autre. Cela comprend la plupart des Canadiens qui à l'heure actuelle sont presque tous exclus du processus décisionnel. Les ouvriers d'une usine devraient avoir leur mot à dire quant à savoir si l'usine en question doit fermer ses portes, comme celle dans laquelle j'ai travaillé pendant 18 ans. Quelques années après mon départ, elle a été achetée par une autre société qui a procédé à des remaniements et a jeté à la rue des hommes et des femmes de 50 et 60 ans dont l'emploi était devenu inutile.

Ce genre de chose ne se produirait pas si les travailleurs avaient leur mot à dire quant à la façon dont le travail doit se faire au Canada. A mon avis, les décisions prises permettraient une production efficace sans détruire la vie des gens. Le moral des travailleurs serait meilleur, le public coopérerait davantage, la criminalité diminuerait.

Si vous voulez voir les résultats d'une concurrence débridée, prenez le pays qui a plus de voitures blindées par habitant que tout autre pays au monde. Je veux parler du Guatemala où les rues sont très dangereuses le soir. Si vous y allez, l'ambassadeur du Canada vous le dira. Vous pourrez voir dans quel genre d'automobile l'ambassadeur du Canada et son personnel circulent. Ils circulent dans une voiture blindée avec un garde armé d'une mitraillette. Voilà pour la libre entreprise. Voilà pour ce qui est de favoriser les riches. On ne peut se déplacer en ville sans être armé. C'est dans cette direction que le pays s'oriente. Voulons-nous nous retrouver dans la même situation?

Si nous nous efforcions de répondre aux besoins de la population au lieu de viser à des profits pour quelques-uns, nous pourrions également étendre nos relations commerciales avec de nombreux autres pays plutôt que de nous borner à en avoir avec les États-Unis où nous nous heurtons à des problèmes. Nous constaterions aussi que nous serions en bien meilleure posture pour collaborer avec d'autres pays en vue d'instaurer la paix mondiale. Il y a aussi beaucoup d'avantages pour tous, même les riches qui n'aiment pas se faire tuer à la guerre ou qui s'élèvent contre le crime dans la rue. Tous les Canadiens en bénéficieraient si le gouvernement et le Parlement et d'autres